**Zeitschrift:** Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
**Herausgeber:** Union syndicale suisse
**Band:** 22 (1930)
**Heft:** 12

**Artikel:** La crise économique mondiale
**Autor:** Braunthal, Alfred
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-383795

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 11.08.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

22me année DÉCEMBRE 1930 No 12

## La crise économique mondiale.

Par *Alfred Braunthal*, Berlin.

Une lourde vague de troubles déferle depuis un an sur toute l'économie mondiale. Les trois grands pays industriels les plus atteints par la crise, soit les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne, ne comptent à eux seuls pas moins de 11 millions de chômeurs. Ce chiffre prodigieux nous prouve qu'actuellement le capitalisme n'est pas à même de remplir son devoir le plus élémentaire, celui de nourrir l'homme par son travail, et cela, lors même que l'appareil de production est absolument intact. Au contraire, la capacité de production a augmenté dans de très fortes proportions dans la plupart des branches industrielles ces dernières années. Mais ce n'est pas seulement que l'on ne soit pas parvenu à augmenter la production en rapport à l'accroissement de la capacité, bien plus, la production est descendue à un niveau sensiblement inférieur, à celui qu'elle avait durant les années de haute conjoncture, en 1927 et 1928. Ce qui a lieu pour la production, se produit dans une plus large mesure encore pour les prix, les salaires, pour les cours de la bourse, bref, pour tous les phénomènes économiques. Une fois de plus nous nous trouvons dans la situation absurde qu'est celle d'avoir des millions d'hommes chômant et mourant de faim, alors que l'économie avec ses moyens de production suffirait à leur donner du travail et du pain. La roue a cessé de tourner, parce qu'une fois de plus le capitalisme s'est avéré incapable de la maintenir en marche.

Telle est en quelques mots la situation actuelle. Nous n'ignorons naturellement pas — mais c'est là une consolation bien minime — qu'il ne s'agit pas en l'occurence d'une catastrophe inattendue et unique dans l'histoire de l'économie, mais, au contraire d'un phénomène qui se reproduit assez régulièrement. Le tableau qu'offre la situation de l'économie au point de vue graphique est le suivant: une vague interminable de hauts et de bas variant quant à la hauteur ou à la profondeur ainsi qu'à la durée et qui représente les périodes de haute conjoncture, puis des

vagues de hauteur et de durée différentes qui sont les périodes de crises économiques et de dépression. Ces périodes de crises sont régulièrement caractérisées par le chômage, par une stagnation de l'exportation, des restrictions de production, des faillites, la débâcle des bourses.

Par contre, il est sensiblement plus difficile de se rendre compte des causes profondes des fluctuations de la conjoncture que de reconnaître ses symptômes. L'économie capitaliste n'est pas une économie méthodique, uniforme. Un nombre considérable de facteurs de l'économie est lié par des milliers de fils embrouillés — par les prix, par l'argent, par les crédits — et le mécanisme, qui malgré tout soutient l'économie et la maintient, n'est connu que dans ses bases fondamentales. Les raisons pour lesquelles il fonctionne irrégulièrement bien ou mal, et pour lesquelles, tel un être humain il est soumis à un certain rythme, restent plus ou moins obscures. On se rend compte, qu'à des périodes d'équilibre entre l'offre et la demande, entre la production et la consommation, succèdent des périodes durant lesquelles cet équilibre est rompu et l'on est près d'attribuer cette déroute de l'équilibre à une surproduction temporaire de marchandises. Mais on n'est pas encore parvenu à résoudre la question de savoir comment il se fait que cette surproduction ne se produit que temporairement et n'est jamais durable, comment on réussit à s'en rendre maître.

De tout temps, la doctrine socialiste a essayé de faire attribuer ces crises aux bas salaires des ouvriers. Il manque à la classe ouvrière, laquelle représente la plus importante classe d'acheteurs, la capacité d'achat pour la consommation des produits fabriqués. Et même lorsque par suite d'augmentation successive des salaires la capacité d'achat s'accroît, la capacité de production de l'économie capitaliste croît plus rapidement encore, l'éternel malentendu entre la capacité de production et la capacité d'achat reste le même.

A cette théorie — que nous appellerons la théorie naïve de la capacité d'achat — la doctrine bourgeoise répond qu'il ne dépend pas uniquement de la capacité d'achat des ouvriers, mais de la capacité d'achat totale de l'économie, et celle-ci ne dépend pas uniquement des salaires des ouvriers qui permettent la consommation des marchandises, mais également des gains des industriels et des rendements des capitaux, qui ne permettent pas seulement d'acheter des marchandises, mais également des moyens d'en produire. Si les salaires baissent, les gains des industriels augmentent et vice versa, si les bénéfices des industriels diminuent par suite de l'augmentation des salaires, la capacité d'achat totale de l'économie ne subira aucun préjudice de cette interversion du revenu.

La théorie subtile de la capacité d'achat répond à cela par deux pensées:

1° Lorsque les salaires augmentent plus lentement que les bénéfices des industriels, théoriquement il est vrai, la capacité d'achat totale de l'économie est maintenue, mais les proportions d'accroissement dans la branche économique d'où proviennent les moyens de production et dans celle où se fabrique les marchandises de consommation sont si peu équilibrées qu'il s'ensuit des troubles dans l'économie; cela donne lieu à des disproportions entre les branches économiques: une crise économique est déclenchée.

2° Lederer a fait remarquer spécialement que l'extension de la production qui se produit dans l'économie capitaliste est normalement liée à une augmentation des prix. Mais de l'étrange mécanisme, auquel sont soumises les augmentations de prix, il ressort que certains prix montent plus rapidement, d'autres plus lentement. Parmi ceux qui montent rapidement figurent les prix du capital, des matières premières, mais également ceux de l'activité des chefs d'entreprises; parmi ceux qui augmentent lentement, figurent ceux de la classe ouvrière (les salaires), plus lentement encore augmentent ceux des employés et des fonctionnaires. La manifestation répétée des crises économiques est due à ce mécanisme du retardement des salaires et appointements sur les prix et revenus du capitalisme. Et, c'est dans cet ordre d'idées, que les crises économiques ont pour fonction de rétablir l'équilibre de l'économie par une baisse plus forte des prix et des revenus capitalistes en regard des salaires et des appointements. La capacité de résistance des syndicats contre les efforts tentés par les industriels pour réduire les prix devient de ce fait un important facteur pour combattre la crise.

Selon d'autres théories, les troubles périodiques qui se manifestent dans l'économie sont dûs à d'autres disproportions. Par exemple, on prétend que c'est dans le domaine de l'argent et des crédits du capitalisme que se forme le germe des troubles économiques. On accorde une certaine latitude aux banques d'émission et aux banques de crédits, pour que la circulation de l'argent et le montant des crédits dépassent l'affluence de l'or. De ce fait, la production s'étend, les prix montent jusqu'à ce que les banques d'émission et les banques de crédits, pour éviter de causer le danger d'une inflation soudaine, se voient contraintes de limiter leurs crédits, ce qui a pour effet d'altérer la conjoncture.

Quelle que soit la manière dont on explique les crises, prédomine toutefois chez les théoriciens de l'économie la conviction que les crises économiques du capitalisme ont un caractère chronique, qu'elles sont déchaînées par les troubles périodiques qui se manifestent dans les proportions de chaque branche de l'économie et que, d'autre part, les crises remplissent la fonction de faire rétrograder ces causes de troubles pour reprendre un nouvel essor.

Si nous nous en tenons à ce point de vue, la crise économique actuelle ne présente plus en principe d'autres difficultés. Après avoir vaincu la crise économique mondiale de 1920 et après une

période de réelle prospérité, de hausse des prix, de bénéfices du capital, production et degré d'occupation croissant, il a fallu, après un certain temps — soit un intervalle de 10 ans — qui a séparé les deux crises, et qui avait déjà été reconnu comme normal en son temps par la classique économie nationale, qu'il se produise un revirement de la conjoncture causant le mouvement rétroactif des prix, de la production de la capacité d'occupation et du revenu. Cette constatation suffirait à nous tranquilliser. Cependant, voulons-nous envisager les voies qui permettent de surmonter la crise pénible que nous traversons, il sera bon de chercher les causes spéciales qui sont responsables de l'acuité et de la violence de la crise économique actuelle.

La guerre entre avant tout en ligne de compte. Car depuis 12 ans qu'elle a pris fin, on n'est pas encore parvenu à rétablir les graves perturbations dont elle est cause. La guerre n'a pas seulement causé un ravage économique, dont les peuples de l'Europe réparent encore aujourd'hui les effets: réparations allemandes, dettes de guerre interalliées, pertes d'importants placements de capitaux dans d'autres pays, mais elle a déclenché le mouvement de profondes transformations et changements dans les conditions économiques, qui longtemps encore seront causes des troubles. Nous citons brièvement les plus importantes:

1° La guerre a déclenché la révolution russe. Un immense domaine, beaucoup plus grand que toute l'Europe qui, il est vrai, ne jouissait pas jusque là d'un régime capitaliste très bien organisé, mais qui cependant était en étroite relation avec l'économie capitaliste mondiale, s'en est plus ou moins détaché. Les essais ébauchés en vue d'une reprise de contact avec l'économie mondiale que l'on avait constatés de la part de l'économie russe, ont échoué: l'économie mondiale a perdu un précieux auxiliaire pour l'extension de la production.

2° Le contact qui s'établissait de plus en plus entre l'économie de la Chine et du Japon et celle du capital a subi également un recul, en Chine par suite de la guerre civile, aux Indes par suite du mouvement national de libération (boycott). Ce recul a sensiblement influencé, ces dernières années, la conjoncture des pays industriels.

3° De nombreuses sources de troubles ont pris naissance dans les autres pays de l'Europe, donc hors de Russie. Dans tout le territoire qui s'étend entre la Russie, la frontière orientale allemande et suisse (exception faite de la Tchécoslovaquie), les Etats qui sont pour la plupart de nouveaux pays se trouvent dans une situation politique et économique instable. Dans la plupart de ces derniers, la démocratie est un vain mot ou, il n'existe même pas. La confiance en la stabilité politique et dans les circonstances économiques qui en découlent, fait défaut. C'est avant tout la capacité d'une vie économique qui fait partiellement défaut;

tel est du moins le cas pour l'Autriche. Là aussi, le développement de l'économie mondiale se heurte à de sérieuses entraves.

4° En nous dirigeant vers l'ouest, nous avons un pays (l'Allemagne) qui s'est en réalité rapidement relevé du terrible coup qui lui avait porté la guerre, mais il est vrai, grâce à l'aide d'importants capitaux étrangers. Néanmoins, la lourde dette de réparation qui pèse sur elle et l'opposition politique croissante l'empêchent de plus en plus de développer son économie dans la mesure où elle désirerait le faire. Finalement, quand les conditions politiques et économiques en Allemagne devinrent incertaines, au point que le capital étranger se fit plus rare et que le capital indigène se mit à fuir de l'Allemagne, — car c'est au capital et non pas à la classe ouvrière que s'applique le mot créé par Guillaume II: « les sans patrie » — c'est alors que l'Allemagne devint également un foyer de crise.

Et, de quelle manière ce monde occidental, de Zurich à San-Francisco, réagit-il contre ces causes de marasme de plus en plus évidentes? De manières très différentes quant à la forme, mais de la même manière quant au résultat, c'est-à-dire par un recul de l'activité économique. Comme on le sait, c'est surtout l'Angleterre qui depuis plusieurs années déjà est victime du marasme économique mondial. Car de tout temps, l'Angleterre, plus que n'importe quel autre pays industriel, dépend de l'économie mondiale quant aux échanges. Les tentatives d'indépendance politique et industrielle tant à l'est qu'à l'ouest ont de ce fait créé en Angleterre une crise permanente, du moins dans certaines branches d'industrie (industrie textile, mines de charbon).

Dans d'autres pays, tel qu'en France et en Suisse, les troubles économiques se sont manifestés d'une autre manière. Ces pays commençèrent peu à peu à souffrir d'une trop grande affluence de capitaux; cela, sans qu'ils aient pu trouver pour ce capital formé par leur propre économie, les moyens suffisants pour les utiliser hors de leur pays, du fait que l'insécurité politique des pays pauvres en capitaux ne les a pas encouragés à y placer leurs capitaux. Cela est le cas spécialement pour la France. Ou, cela provient du fait que les capitaux des pays souffrant d'une grande fuite de capitaux aient afflué dans leur pays et que ces derniers aient augmenté. Tel est par exemple le cas pour la Suisse. Ce phénomène eut heureusement pour effet, pour les pays qui en furent bénéficiaires, d'assurer du travail aux industries indigènes; c'est pourquoi la France et la Suisse, ainsi que d'autres petits pays jouissant d'une situation analogue, ont senti les effets du recul de la production industrielle plus tard et moins rapidement que tous les autres pays. Mais, leur trop grande richesse déclencha la crise mondiale, car elle causa une grave stagnation des réserves d'or, et de ce fait, comme on l'a beaucoup supposé, activa la baisse des prix du marché mondial, qui fut le début de

la crise. Car, la valeur des prix est dans une certaine mesure le reflet des sommes dont on dispose; si par la stagnation des réserves d'or on enraye l'extension de la circulation de l'argent et du volume des crédits qui sont compatibles avec la production croissante, les prix et la production subissent immanquablement un recul.

Les nombreuses complications dont nous ne citons que quelques-unes des plus importantes, nous permettent de comprendre les raisons pour lesquelles la crise économique mondiale actuelle s'est étendue dans de telles proportions et se maintient avec une telle persistance. C'est à ces complications également que l'on doit les sombres perspectives que laissent entrevoir actuellement les économistes. Et, en effet, il est bien possible, et ce ne serait pas un exemple unique dans l'histoire de l'économie, que la crise actuelle dégénère en une longue période de dépression dont on ne sortira que d'ici plusieurs années.

Comme nous l'avons dit, il se peut très bien que la crise prenne un développement de cette envergure. Si malgré tout, on ne perd pas tout espoir de vaincre la crise rapidement, cet espoir est basé sur le fait, que les forces, qui aujourd'hui contribuent à créer plus d'ordre dans les conditions économiques et politiques, sont plus fortes qu'avant la guerre. Et parmi ces forces figure en première ligne la classe ouvrière organisée. La tâche très pénible, mais non pas insoluble qui incombe à la classe ouvrière d'activer la fin de la crise, se divise en deux catégories. La première catégorie consiste à une organisation méthodique des forces économiques, lesquelles doivent contribuer au relèvement de la production. Il est avant tout question des mesures à prendre pour procurer du travail (les syndicats allemands, américains et suisses s'occupent spécialement de la question) et d'abaisser les prix trop élevés (lesquels par exemple jouent un rôle considérable en Allemagne). La seconde catégorie, plus importante, et surtout plus difficile à réaliser, consiste à prêter main forte à la création des conditions politiques propres à vaincre la crise, c'est-à-dire de travailler au rétablissement de la démocratie et l'administration personnelle des peuples. C'est aux ouvriers anglais et allemands qu'incombent les tâches les plus pénibles et les plus lourdes de responsabilité; les ouvriers anglais doivent aider aux Indes et à l'Egypte à reconquérir leur droit de propre gestion, et les ouvriers allemands doivent se défendre contre l'assaut de la réaction fasciste. Si la classe ouvrière de tous les pays parvient à remplir ces tâches importantes, le pas décisif nécessaire pour vaincre la terrible crise économique sera franchi.

---